

France/Politique

Le gouvernement donne des gages à la jeunesse

AFP
Paris/France

Fer de lance de la contestation contre la réforme du droit du travail, les organisations lycéennes et étudiantes ont accueilli favorablement les mesures annoncées hier par le Premier ministre Manuel Valls.

LE Premier ministre français Manuel Valls a annoncé hier une série de mesures visant à favoriser l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, pour tenter d'apaiser la contestation contre une réforme du droit du travail qui a provoqué heurts et manifestations.

"La France se doit d'écouter la jeunesse", a déclaré M. Valls, tout en se défendant de chercher à "éteindre une contestation". Ces mesures, qui se montent à entre 400 et 500 millions d'euros par an, ont été présentées aux huit organisations lycéennes et étudiantes. Les gages du gouverne-

ment socialiste à ces organisations, qui se sont mobilisées contre un projet de loi accusé de renforcer la précarité des jeunes, ont été salués par les syndicats étudiants mais décriés par le patronat.

La principale organisation étudiante, l'Unef, s'est dit "satisfaite" mais elle a affirmé qu'elle ne renonçait pas pour autant à la mobilisation contre le projet de loi : elle entend manifester de nouveau le 28 avril. "Ça va dans le bon sens", a de son côté approuvé l'Union nationale lycéenne (UNL). Parmi les revendications satisfaites, les jeunes d'origine modeste titulaires d'une bourse pourront demander sa prolongation, après avoir décroché leur diplôme et en attendant de décrocher un emploi, mais pour quatre mois maximum. Quelque 126 000 jeunes pourraient être concernés, selon le gouvernement.

Pour lutter contre la précarité qui touche particulièrement les jeunes et encourager les embauches



Photo : AFP

Le Premier ministre Manuel Valls (micro) : "La France se doit d'écouter la jeunesse."

en contrat à durée indéterminée, le Premier ministre a également annoncé que les contrats courts seraient désormais davantage taxés.

Cette mesure a fait bondir le patronat. Les représentants des petites entreprises ont dénoncé "un coup de poignard porté dans le dos des entreprises" tandis que la principale organisation patronale, le Medef, a fustigé "une longue tradition consistant à créer une nouvelle taxe pour chaque problème rencontré", alors que "taxer ne crée pas d'emplois".

L'opposition de droite a également dénoncé la démarche du gouvernement, à l'instar de l'ancien Premier ministre François Fillon qui a jugé qu'"au lieu de sortir le carnet de chèques pour amadouer les manifestants, le gouvernement ferait mieux de réformer vraiment le marché de l'emploi".

Depuis l'annonce d'un projet de réforme visant à limiter les freins à l'embauche pour tenter de réduire un chômage de masse, des milliers de personnes, dont de nombreux jeunes, sont descendus

dans la rue pour dénoncer un texte trop "libéral". Une fronde qui inquiète le pouvoir, à un an de l'élection présidentielle.

Le rendez-vous d'hier était stratégique pour le gouvernement alors que les organisations de jeunesse sont très actives dans la mobilisation, dans la rue et via des blocages de lycées ou d'universités.

Un mois jour pour jour après une première manifestation, environ 120 000 personnes ont défilé samedi dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur. Ils étaient 224 000 le 9 mars et 390 000 le 31 mars.

Les manifestations ont été émaillées de violences et de dégradations, avec des centaines d'interpellations. Les jeunes sont en outre nombreux dans les rassemblements citoyens "Nuit debout", nés il y a une dizaine de jours place de la République à Paris et qui ont essaimé dans plusieurs dizaines de villes, bien au-delà de la seule contestation de la loi travail.

Centrafrique/Politique

Le premier gouvernement de l'ère Touadéra

AFP
Bangui/Centrafrique

La nouvelle équipe, dirigée par Mathieu Simplicie Sarandji, compte 23 membres.

LE nouveau Premier ministre centrafricain Mathieu Simplicie Sarandji a annoncé hier la formation du premier gouvernement depuis l'élection du président Faustin Archange Touadéra le 14 février. Selon un décret officiel, lu à la radio nationale, le nouveau cabinet compte 23 membres, parmi lesquels trois candidats malheu-

reux à la présidentielle, qui s'étaient ralliés à M. Touadéra, élu au 2e tour le 14 février.

Joseph Yakete, nommé ministre de la Défense nationale, aura la lourde tâche de restructurer les forces armées centrafricaines, passablement dysfonctionnelles.

A 43 ans, Jean-Serge Bokassa, fils l'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa arrivé 5e au premier tour de la présidentielle, prend le portefeuille de l'Intérieur et de l'Administration du territoire. Ancien ambassadeur centrafricain à l'Onu, Charles Arnel Doubane, autre candidat malheureux, devient ministre des Affaires étrangères.

On retrouve également d'anciens collaborateurs de M. Touadéra lorsque celui-ci était chef du gouvernement du président François Bozizé, de 2008 à 2013 : Léopold Mbolli-Fatrane, nommé au département stratégique des Mines, dans ce pays riche en diamants, Yerima Yousouf (Élevage), et Théodore Jousso (Transports et Aviation civile).

Autre entrée notable, celle d'un technocrate, Henri Marie Dondra, au ministère des Finances. Il est actuellement directeur général du Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE), une institution financière panafricaine

basée au Bénin et spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés.

Aucune personnalité issue des rangs des milices majoritairement chrétiennes anti-balaka ou des ex-rebelles à dominante musulmane de la Séléka, qui ont mis le pays à feu et à sang entre 2013 et 2015, ne participe à ce gouvernement. M. Sarandji, un universitaire réputé discret et proche collaborateur de longue date du nouveau président, a été nommé chef du gouvernement le 2 avril.

Trois ans de violences ont ravagé l'économie de la Centrafrique et ont profondément déstabilisé le pays,

un des plus pauvres au monde.

L'intervention de la force française Sangaris fin 2013 et le déploiement de 12 000 Casques bleus de la Minusca ont fait retomber les violences, sans pour autant résoudre la somme de problèmes socio-économiques et sécuritaires. Dans cette marche vers la normalisation, la Centrafrique a notamment réintégré la semaine dernière l'Union africaine (UA) - dont elle avait été suspendue en mars 2013 après le renversement du président Bozizé par la Séléka - qui s'est félicitée de la "tenue réussie" de la présidentielle de février.

Photo : AFP



Les habitants du Darfour ont commencé hier à voter dans le cadre d'un référendum sur le statut administratif de cette région troublée du Soudan, une consultation boycottée par les groupes rebelles et critiquée à l'étranger.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Douze recrues de l'armée tuées dans l'est**

Douze recrues de l'armée afghane ont été tuées et plus d'une vingtaine d'autres blessées hier dans un attentat-suicide taliban contre le car qui les transportait dans l'instable province de Nangarhar (est), en amont de "l'offensive de printemps" des insurgés.

• **Brésil/Politique. Le sort de Dilma Rousseff entre les mains des députés**

Une semaine cruciale s'est ouverte pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff avec le vote hier d'une commission parlementaire sur sa destitution, avant que les députés se prononcent en session plénière à partir de vendredi.

• **Etats-Unis/Justice. Deux Noirs condamnés à mort jouent leur va-tout**

Les voix s'accroissent aux Etats-Unis pour demander un sursis pour Kenneth Fults, qui doit être exécuté ce mardi, et Duane Buck, un autre Noir dans le couloir de la mort, dont les condamnations illustrent selon leurs défenseurs le racisme imprégnant le système judiciaire américain.

RDCongo/Présidentielle

"Le délai constitutionnel" est un "problème"

AFP
Kinshasa/RDCongo

LE facilitateur de l'Union africaine (UA) pour le "dialogue national" en République démocratique du Congo, Edem Kodjo, a estimé hier à Kinshasa que le respect du "délai constitutionnel" était un "problème" pesant sur l'organisation de la présidentielle censée avoir lieu avant la fin de l'année. "Le problème qu'il y a aujourd'hui dans le pays c'est qu'il y a le délai constitutionnel, qu'il faut respecter,

[mais] il y a aussi le problème que tous les jours qui passent sont des jours qui ne permettent pas de dire que nous allons respecter ce délai", a déclaré l'ancien Premier ministre togolais à la presse.

"Je n'entre pas dans la querelle entre légalistes" et "ceux qui disent : il faut être pragmatique", a-t-il assuré en faisant référence au débat politique qui agite le tout Kinshasa.

Vendredi, le gouvernement congolais a accusé l'Onu et l'opposition au président Joseph Kabila de faire preuve d'"irresponsabilité" en continuant d'appeler à

la tenue de la présidentielle avant la fin de l'année.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a renouvelé le 30 mars le mandat de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) en votant une nouvelle résolution sur ce pays.

Ce texte insiste sur la "nécessité d'un dialogue politique ouvert", permettant la tenue "des élections présidentielle et législatives d'ici novembre 2016, conformément à la Constitution" et a été salué par plusieurs plate-formes d'opposition au Congo.

Fin novembre, M. Kabila a

annoncé son intention de convoquer un "dialogue national inclusif" destiné à permettre un consensus sur le calendrier électoral et le financement des élections, mais cinq mois plus tard, le projet est au point mort.

Alors qu'approche la fin du mandat de M. Kabila (en décembre) - à qui la Constitution interdit de se représenter - aucune date n'a encore été fixée pour la tenue de la présidentielle et certains dirigeants de la majorité réclament une transition de deux à quatre ans pour pouvoir organiser de "bonnes élections".

A l'inverse, une large frange de l'opposition considère l'appel au dialogue du président, au pouvoir depuis 2001, comme une manœuvre dilatoire et un "piège" pour permettre à M. Kabila de rester en poste au-delà du terme de son mandat.

Le Congo-Kinshasa traverse une crise politique profonde depuis novembre 2011, à l'issue des élections législatives et présidentielle marquées par des irrégularités et des fraudes massives et ayant reconduit pour cinq ans M. Kabila et sa majorité à la tête du pays.